

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3910

[2008/203860]

**18 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture, en particulier les articles 3, 5, 6, § 5, 7, §§ 2 et 3, et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2002 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu les avis de la Commission consultative de la formation professionnelle dans l'agriculture, donnés le 5 février 2008 et le 12 juin 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 avril 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mai 2008;

Vu l'avis A.934 adopté par le Conseil économique et social de la Région wallonne en date du 30 juin 2008;

Vu l'avis 45.074/2/V du Conseil d'Etat, donné le 8 septembre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Il est applicable en région de langue française.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> "décret", le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

2<sup>o</sup> "Ministre", le Ministre qui a la Formation professionnelle dans ses attributions;

3<sup>o</sup> "Administration", la Direction de la Formation professionnelle du Département Emploi et Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

4<sup>o</sup> "fonctionnaire du service compétent", l'attaché auprès des services extérieurs de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

5<sup>o</sup> "Commission", la Commission consultative de la formation professionnelle dans l'agriculture;

6<sup>o</sup> "jours", tous les jours exceptés les dimanches et les jours fériés.

CHAPITRE II. — *Contenu des formations*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La formation de base visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret comprend :

1<sup>o</sup> des cours de techniques agricoles de type A visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, d'une durée minimale de trois heures par jour dont le programme comprend au moins septante-cinq heures et porter, notamment, sur les matières suivantes :

a) biologie;

b) chimie;

c) botanique;

d) sciences naturelles;

e) fertilisation;

f) génétique;

g) économie;

h) élevage;

i) phytotechnie;

j) zootechnie;

k) génie rural;

l) les branches générales nécessaires à l'assimilation des matières susvisées;

2<sup>o</sup> des cours de type B visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret, d'une durée minimale de trois heures par jour, dont le programme comprend au moins nonante heures sur des thèmes en rapport avec chacun des quatre groupes de sujets suivants :

a) les aspects économiques, financiers, juridiques, fiscaux et sociaux de la reprise d'une exploitation agricole;

b) l'étude économique, l'analyse et la gestion d'au moins un type d'exploitation agricole;

c) la politique agricole commune, le Fonds d'investissement agricole et les aspects agri-environnementaux;

d) les services publics et les opérateurs économiques qui s'occupent de l'agriculture;

3<sup>o</sup> des cours de type C visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret, d'une durée minimale de deux heures par jour, qui sont complémentaires des cours de types A et de type B et dont le programme comporte au moins vingt heures et porte sur :

a) un ou plusieurs problèmes techniques, économiques ou juridiques de l'exploitation agricole en rapport avec l'aspect multifonctionnel de l'agriculture;

b) la diversification de la base économique agricole et l'intégration des nouvelles technologies;

c) la recherche de la qualité totale dans ce secteur;

4° des stages tels que définis au chapitre III.

Les cours de type A, B et C doivent être suivis au minimum par six participants.

Le Ministre peut, sur proposition de la Commission, modifier les matières des cours de type A, B et C visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°.

Au sens de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret, on entend par :

1° "diplôme à finalité agricole du niveau de l'enseignement secondaire supérieur", un certificat ou un diplôme de l'enseignement secondaire (CQ6 ou CQ7) technique ou professionnel du secteur de l'agronomie;

2° "expérience utile" : une pratique professionnelle d'au moins trois ans permettant de démontrer la qualification professionnelle nécessaire à une reprise et une gestion d'une exploitation agricole au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 10°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

§ 2. La formation permanente visée à l'article 3, § 2, du décret comprend :

1° des cours à distance visés à l'article 3, § 2, 1°, du décret, dont le programme et les règles d'admission sont, selon le cas, identiques à celles prévues pour les cours de type A ou les cours de type C et respectent les conditions suivantes :

a) un exemplaire des cours est transmis par l'organisateur à l'Administration et au fonctionnaire du service compétent;

b) l'organisateur donne, à tout moment, tous renseignements sur le fonctionnement et le déroulement des cours et tient un registre des travaux rentrés par les participants;

c) les réponses corrigées sont envoyées aux participants dans les quinze jours;

d) le fonctionnaire du service compétent est invité à assister à l'examen oral;

e) l'examen oral est précédé de deux séances d'étude au moins telles que visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret.

Les cours à distance peuvent être dispensés par voie électronique;

2° des séances d'études, visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret, traitant d'un sujet social, juridique, technique, économique, environnemental agricole ou lié à l'intégration des nouvelles technologies ou la recherche de la qualité totale sous la direction d'un formateur et comportant un exposé et un débat d'une durée totale d'au moins deux heures;

3° des conférences, visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret, qui consistent en des réunions d'une durée d'au moins une heure comportant un exposé et un débat sous la direction d'un conférencier qualifié;

4° des visites guidées, visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret, d'une durée d'au moins une heure ayant un caractère non commercial et formatif sous la direction d'un formateur ou d'un conférencier qualifié, dans une exploitation agricole, dans une institution de recherches ou pour s'informer des réalisations dans le secteur agricole accompagnées d'un bref exposé et d'un débat sur place;

5° des journées de contact, visées à l'article 3, § 2, 2°, du décret, qui consistent en des réunions d'une durée d'au moins deux heures de délégués responsables de sections locales dépendant d'un centre de formation professionnelle agréé dans le but de préparer la formation professionnelle sur le plan local et d'adapter cette dernière aux besoins réels des participants;

6° des stages tels que définis au chapitre III du présent arrêté.

Les activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 4° peuvent constituer, à elles seules, des activités de formation professionnelle ou constituer une partie d'un programme.

§ 3. La formation des formateurs comprend des journées de perfectionnement consistant en des réunions d'une durée d'au moins trois heures réservées aux formateurs, aux conférenciers et aux personnes des centres de formation professionnelle agréés où sont traités des sujets et des thèmes en rapport avec la formation.

Les séances d'études, conférences, visites guidées, journées de contact ou de perfectionnement comptent au moins six participants.

§ 4. Le contenu des programmes de formations visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 doivent être présentés par les centres de formation à l'administration pour le 15 mai de chaque année. Ils sont approuvés par le Ministre sur avis motivé de l'Administration.

**Art. 4.** Pour se présenter aux examens, le participant doit avoir suivi les cours à concurrence d'au moins quatre-vingts pour cent des heures du cycle complet. Le Ministre peut toutefois déroger à cette règle dans les cas individuels dûment justifiés pour cause de force majeure.

Le participant qui a satisfait à l'examen final d'un cours de type A, B ou C reçoit un certificat non homologué de formation professionnelle agricole dont le modèle est déterminé par le Ministre, sur avis de l'Administration. Ce certificat est visé par le Ministre.

A chaque examen, le fonctionnaire du service compétent et un représentant de l'Administration sont invités.

**Art. 5.** La formation des amateurs au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret comprend des conférences comptant au moins dix participants et consistant en des réunions d'au moins une heure comportant un exposé et un débat sous la direction d'un conférencier.

### CHAPITRE III. — *Du stage*

**Art. 6.** Le stage visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4° et § 2, 3°, du décret rencontre les objectifs suivants :

1° confrontation à des contextes sociaux et culturels différents de l'environnement du stagiaire;

2° approche globale d'une exploitation;

3° développement, en situation de travail, des capacités personnelles et relationnelles liées à l'exercice du métier de responsable d'exploitation agricole;

4° collaboration à l'élaboration des décisions et à la conduite de l'exploitation agricole;

5° préparation d'un projet d'installation et de l'élaboration d'un plan de développement en conformité avec l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture;

6° professionnalisation du savoir-faire du stagiaire.

**Art. 7.** Le stage, d'une durée d'au moins trois mois, peut être fractionné en périodes dont aucune ne peut être inférieure à un mois.

Des stages réalisés antérieurement dans une ou des exploitations agricoles dans le cadre d'une formation scolaire reconnue, peuvent être valorisés pour une durée d'un mois maximum si la durée de chaque stage est supérieure ou égale à douze jours.

Tout ou partie du stage peut être effectuée dans une entreprise ou un organisme en relation avec le secteur agricole. Tout ou partie du stage peut être effectué à l'étranger.

Est admis au stage :

1° le titulaire d'un certificat à finalité agricole au moins du niveau de l'enseignement secondaire supérieur;

2° le titulaire du certificat délivré à l'issue des cours de type B visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ou celui qui en disposera au plus tard avant la fin de la réalisation du stage;

3° la personne qui dispose de l'expérience utile définie à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, ou celle qui en disposera au plus tard avant la fin de la réalisation du stage.

Les périodes de stages peuvent être prises en compte pour démontrer l'expérience utile.

La fin du stage est sanctionnée par la production d'un rapport de la part du stagiaire et d'un rapport d'évaluation de la part du maître de stage, dont les modèles sont définis par le Ministre.

Les centres de formation professionnels veillent au respect de la législation sociale en ce qui concerne la durée du stage par année civile au sein d'une entreprise.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le stage se déroule dans une exploitation agricole, le responsable de celle-ci qui a la qualité de maître de stage, agréé par le Ministre, respecte les conditions suivantes :

1° être installé depuis plus de quatre ans comme exploitant agricole à titre principal tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 précité;

2° travailler dans une exploitation agricole qui offre des conditions d'accueil, de travail, d'hygiène et de sécurité satisfaisantes;

3° posséder les aptitudes à transmettre les techniques du métier et les principes d'une gestion d'exploitation;

4° ne pas accepter plusieurs stagiaires simultanément.

§ 2. Lorsque le stage se déroule dans une entreprise ou un organisme en relation avec le secteur agricole, le maître de stage agréé par le Ministre, respecte les conditions suivantes :

1° occuper dans l'entreprise ou l'organisme en relation avec le secteur agricole, des fonctions qui lui permettent de correspondre aux objectifs de stage visés à l'article 6;

2° travailler dans une entreprise qui offre des conditions d'accueil, de travail, d'hygiène et de sécurité satisfaisantes;

3° posséder les aptitudes à transmettre les techniques du métier;

4° ne pas accepter plusieurs stagiaires simultanément, sauf dérogation du Ministre, sur avis de la Commission.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le maître de stage est agréé par le Ministre selon les modalités fixées ci-après.

La demande d'agrément d'un maître de stage est introduite, par un centre de formation professionnelle agréé, par courrier recommandé adressé à l'Administration ou par dépôt, contre remise d'un accusé de réception, à l'Administration.

L'Administration examine la recevabilité de la demande, et sollicite l'avis de la Commission dans les dix jours de la réception de la demande. Elle informe le centre de formation professionnelle de la recevabilité de sa demande dans le même délai.

La Commission rend son avis dans les dix jours qui suivent la fin du trimestre d'introduction des demandes. A défaut, son avis est réputé positif.

Sur base de l'avis de la commission, l'Administration transmet une proposition au Ministre dans les dix jours.

Le Ministre se prononce sur la demande et communique sa décision dans un délai de trente jours suivant l'avis rendu par la Commission.

L'Administration notifie cette décision au centre de formation professionnelle dans les dix jours de la réception de la décision du Ministre.

§ 2. L'agrément est délivré par le Ministre pour une durée de trois ans renouvelable tacitement sauf dénonciation par le Ministre ou l'Administration au moins trois mois avant l'échéance du terme.

§ 3. Le Ministre, en cas de non-respect de l'une ou plusieurs des conditions prévues au § 1<sup>er</sup>, peut retirer l'agrément sur base d'un rapport circonstancié de l'Administration et sur avis de la Commission qui aura entendu le maître de stage visé par la procédure de retrait d'agrément.

Il communique sa décision à l'Administration dans les dix jours.

L'Administration notifie la décision du Ministre au centre de formation professionnelle concerné par la procédure de retrait d'agrément dans les dix jours de la communication de la décision par le Ministre.

Le centre de formation professionnelle qui s'est vu retirer l'agrément d'un maître de stage ne peut plus introduire de nouvelle demande d'agrément concernant le maître de stage visé par la sanction, dans les trois ans suivant la date de notification du retrait d'agrément.

**Art. 10.** Le centre de formation professionnelle remplit les missions suivantes :

1° assurer la recherche ou l'aide à la recherche d'un maître de stage en exploitation agricole, en entreprise ou dans un organisme en relation avec le secteur agricole;

2° assurer une mission d'information et de conseil des stagiaires en vue de fixer les objectifs qui seront repris dans la convention de stage;

3° établir une convention entre le stagiaire, le maître de stage, l'entreprise ou l'organisme en relation avec le secteur agricole et le centre de formation professionnelle conformément au modèle fixé par le Ministre;

4° vérifier l'existence d'un contrat d'assurance contre les accidents survenant pendant le stage et sur le chemin du lieu de stage qui garantit, en cas d'accident, les mêmes avantages que ceux prévus par la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971 et, le cas échéant, veiller à conclure un tel contrat à sa charge;

5° vérifier l'existence d'une inscription du stagiaire auprès d'un service médical interentreprises et, le cas échéant, effectuer l'inscription à sa charge;

6° assurer le suivi individuel du stagiaire et l'évaluation du stage;

7° transmettre à l'Administration, selon les modalités déterminées par le Ministre, un rapport annuel sur le déroulement des stages.

**Art. 11.** Le Ministre détermine le modèle de l'attestation de réalisation du stage ainsi que le modèle d'évaluation des stages par le centre de formation professionnelle. L'attestation de réalisation du stage ainsi que le rapport d'évaluation sont délivrées par le centre de formation professionnelle. Deux originaux sont transmis, par le centre de formation professionnelle, au stagiaire et une copie à l'Administration.

**Art. 12.** L'accueil d'un stagiaire par un maître de stage agréé, ouvre le droit, dans le chef de ce dernier, à des honoraires dont le montant est déterminé à l'article 20.

*CHAPITRE IV. — Agrément des centres de formation professionnelle,  
des associations d'amateurs, des formateurs, des conférenciers et des établissements de cours*

**Art. 13.** L'agrément des centres de formation professionnelle, des associations d'amateurs, des formateurs, des conférenciers et des établissements de cours, est délivré par le Ministre selon les modalités fixées aux articles 14 à 16.

**Art. 14.** La demande d'agrément d'un centre ou d'une association d'amateurs est accompagnée, notamment, des documents et renseignements suivants :

1° la dénomination du centre ou de l'association d'amateurs;

2° son statut juridique et, le cas échéant, copie des statuts;

3° le cas échéant, une description de l'expérience du demandeur dans le domaine de l'encadrement de stages en exploitation agricole ou en entreprise;

4° une description des activités de formation professionnelle envisagées;

5° pour les centres de type A, une liste du personnel occupé à titre permanent avec, pour chacun, l'indication des études faites, conformément aux dispositions de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 5°, du décret;

6° pour les centres de type A, l'attestation de respect de l'obligation visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 6°, du décret;

7° l'indication des sections régionales ou locales affiliées à l'association d'amateurs.

La demande d'agrément est envoyée à l'administration six mois avant la date à laquelle le centre de formation professionnelle désire commencer ses activités.

L'Administration délivre un accusé de réception de la demande dans les quinze jours de sa réception.

Le centre ou l'association d'amateurs communiquent, sur demande de l'administration tout renseignement complémentaire relatif à la demande en cours d'instruction.

Lorsque le dossier est complet, il est transmis par l'administration au Ministre qui délivre l'agrément dans les dix jours. A défaut, la procédure est suspendue jusqu'à ce que le(s) document(s) manquant soi(en)t produit(s).

**Art. 15.** Les conditions d'agrément en tant que formateur ou conférencier sont les suivantes :

1° définir un programme de formation ou de conférences;

2° pour les sujets techniques, juridiques, économiques et sociaux :

a) soit avoir au moins un diplôme ou un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'études supérieures, en relation avec les sujets cités ou posséder une expérience utile en relation avec les sujets cités;

b) et pouvoir démontrer une expérience en matière de formation et communication dans ce domaine;

3° pour les leçons pratiques :

a) soit être titulaire au minimum d'un certificat de qualification délivré à l'issue de la 6<sup>e</sup> ou 7<sup>e</sup> année de l'enseignement technique ou professionnel ou posséder une expérience utile en relation avec les sujets cités;

b) et pouvoir démontrer une expérience en matière de formation et communication dans ce domaine;

4° se tenir à jour dans les sujets définis visés au 1° ou suivre des journées de perfectionnement.

En cas d'absence de candidatures répondant aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre, sur demande dûment motivée introduite par le centre de formation professionnelle, peut déroger aux exigences d'expérience utile visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, b) et 3°, b).

**Art. 16.** Le centre de formation professionnelle agréé soumet à l'agrément du Ministre, la liste des établissements de cours, à savoir les lieux dans lesquels se dérouleront les activités mentionnées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, à l'exclusion :

1° des établissements de cours où se dispense un enseignement reconnu, agréé ou subventionné par la Communauté française;

2° des Centres de formation de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi et de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises;

3° des Centres de compétence créés par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi et labellisés par la Région wallonne.

Les établissements de cours peuvent être localisés dans les infrastructures des centres de formation de type A ou de type B.

La première fois qu'un établissement de cours est utilisé pour la formation professionnelle en agriculture, le centre de formation professionnelle agréé fournit une description claire des locaux et de l'équipement didactique pour permettre d'établir que les installations conviennent pour les activités de formation professionnelle envisagées.

Cet équipement didactique contient tout le matériel et mobilier nécessaire à la formation dispensée.

Tout support permettant un recours aux nouvelles technologies de l'information ainsi que l'accès à internet est particulièrement favorisé.

Ces éléments sont vérifiés à chaque renouvellement d'agrément.

Dans chaque établissement de cours, un responsable de celui-ci autre que le formateur ou le conférencier fournit ses coordonnées afin de pouvoir être contacté à tout moment.

#### CHAPITRE V. — Conditions d'octroi des subventions

**Art. 17.** Le Centre de formation professionnelle agréé ou chaque association d'amateurs agréée transmet à l'Administration, pour le 15 mai, un programme prévisionnel annuel des activités organisées pendant l'exercice suivant. L'exercice commence le 1<sup>er</sup> septembre et se termine le 31 août.

Pour le 15 juillet précédant l'année budgétaire au plus tard, ce programme doit être soumis, par l'Administration, à l'approbation du Ministre compte tenu du respect des règles visées à l'article 3 et des disponibilités budgétaires.

**Art. 18.** Pour être indemnisé ou subventionné, le centre de formation professionnelle agréé introduit, à l'occasion de chaque activité, une demande d'approbation sur le formulaire ad hoc. Cette demande est envoyée à l'Administration au moins trente jours avant la date de début de l'activité.

Le formulaire est rempli, daté et signé par le responsable du centre de formation professionnelle agréé. Si ce dernier ne peut être présent, le formulaire mentionne le nom et l'adresse du responsable local.

L'Administration approuve ou refuse d'approuver la demande en fonction des dispositions du présent arrêté dans un délai de vingt jours suivant l'introduction de la demande. A défaut, la demande est réputée approuvée.

Aucune activité de formation professionnelle poursuivant des buts publicitaires ou commerciaux ne peut être approuvée.

#### CHAPITRE VI. — Montant des subventions

**Art. 19.** Les rémunérations, honoraires et indemnités d'un formateur et d'un conférencier sont fixées comme suit :

1° pour les cours, séances d'étude, journées de contact à 43,00 euros par heure;

2° pour les conférences : le tarif visé au 1°, la subvention étant limitée au tarif d'une seule conférence par organisateur, le même jour, donnée par le même conférencier et pour le même public;

3° pour une visite guidée par le formateur ou le conférencier : le tarif visé au 1°. La subvention étant limitée à un maximum de quatre heures de visite par jour, ainsi que, par heure une indemnité de 5 euros, au titre de frais de déplacement;

4° pour les journées de perfectionnement :

a) forfait de 129 euros pour trois heures minimum;

b) indemnités de déplacement : forfait de 24,40 euros.

**Art. 20.** Pour les stages organisés conformément aux dispositions du chapitre III, les honoraires au maître de stage et les subventions de fonctionnement et d'organisation sont fixées, par stagiaire, forfaitairement à :

1° 345,00 euros, au titre d'honoraire du maître de stage;

2° 105 euros, au titre de couverture forfaitaire des frais de fonctionnement du maître de stage;

3° 800,00 euros, au titre de couverture forfaitaire de l'ensemble des frais de fonctionnement des centres de formation professionnelle ainsi que les frais d'organisation découlant de l'exécution des missions prévues à l'article 10.

Dans le cas où le stage est fractionné en plusieurs parties chez plusieurs maîtres de stage, les honoraires du maître de stage et les subventions de fonctionnement sont répartis entre les maîtres de stage proportionnellement à la durée d'accueil du stagiaire.

**Art. 21.** Les subventions de fonctionnement autres que celles visées aux articles 19 et 22, à savoir, les rémunérations, honoraires et indemnités du formateur, conférencier et maître de stage ainsi que les subventions octroyées aux centres de formation professionnelle en vue de couvrir, en tout ou en partie, les frais liés aux établissements de cours sont fixées comme suit :

1° pour l'établissement de cours agréés, où ont lieu des activités de formation professionnelle de type A, B, C, elles sont établies par le Ministre ou le fonctionnaire délégué avec un maximum de 40,66 euros par heure de cours en tenant compte des limitations prévues à l'article 19;

2° pour le centre de formation professionnelle agréé pour les cours à distance agréés : 2,50 euros par devoir corrigé et renvoyé à un élève;

3° pour les autres activités : 12,21 euros pour une heure et 16,31 euros pour deux heures compte tenu des limitations énoncées à l'article 19.

**Art. 22.** Les subventions d'organisation pour les activités de formation, autres que celles visées à l'article 19, à savoir, les subventions octroyées au centre de formation professionnelle agréé en vue de couvrir, en tout ou en partie, les frais liés à l'organisation de cours, sont fixées comme suit :

1° le centre de type A reçoit 40,66 euros par heure pour les 1 500 premières heures de son programme et 27,61 euros par heure à partir de la 1 501<sup>e</sup> heure.

Pour les cours oraux et les journées de perfectionnement, ce tarif est appliqué intégralement en fonction de la durée réelle des activités.

Une heure d'examen est assimilée à une heure de cours avec un maximum quatre heures par jour d'examen.

Pour les cours à distance, l'équivalence des subventions d'organisation est fixée, par cours, par le Ministre.

Pour les autres activités, il est tenu compte d'une durée forfaitaire de deux heures pour les séances d'étude et les journées de contact et d'une heure pour les conférences.

Si plusieurs de ces activités ont lieu le même jour, dans le même local ou pour le même public, le subside d'organisation sera calculé avec un maximum de quatre heures par jour.

Pour les visites guidées, il est tenu compte d'une durée d'un maximum de quatre heures par jour :

2° les centres de type B reçoivent pour les cours de type A, B et C et pour les journées de perfectionnement : 16,31 euros par heure.

Pour les cours à distance, il reçoit l'équivalent des subventions d'organisation fixé, par cours, par le Ministre.

Pour les activités autres que les cours de type A, B et C qu'il peut organiser conformément à l'article 6, § 2, du décret, il reçoit 12,21 euros par heure, compte tenu des limitations énoncées au § 1<sup>er</sup> pour ces mêmes activités;

3° L'association d'amateurs reçoit 12,21 euros pour une ou plusieurs conférences organisées par le même organisateur, données le même jour, dans le même local et pour autant qu'au moins 70 % des participants répondent à la définition d'amateurs tel que visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret.

**Art. 23.** Les indemnités pour les participants aux activités de formation professionnelle sont fixées comme suit :

1° pour les formateurs qui participent à une journée de perfectionnement : 24,40 euros par jour et par personne;

2° pour les participants à une journée de contact destinée aux responsables locaux des associations professionnelles agricoles et non rémunérés par cette dernière : 12,21 euros par jour et par participant.

Les membres du personnel permanent d'un centre de formation professionnelle agréé ainsi que les agents des administrations publiques ne peuvent bénéficier des indemnités susvisées.

Dans la limite des crédits budgétaires, le stagiaire perçoit une indemnité forfaitaire de 150 euros par mois de stage uniquement pour les trois premiers mois de stage. Ces indemnités sont versées via les centres de formation professionnelle.

S'il s'agit d'un stagiaire visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret, il perçoit, lorsqu'ils suivent des cours visés à l'article 3, les avantages fixés par les articles 2, 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi d'avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle.

**Art. 24.** Les montants fixés au présent chapitre sont adaptés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Cette adaptation se fait en appliquant aux montants en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente un coefficient fixé à chaque fois par le Ministre d'après les possibilités budgétaires.

#### CHAPITRE VII. — Paiement des subventions

**Art. 25.** Les rémunérations, honoraires, subventions et indemnités, octroyés en application du présent arrêté, sont versés intégralement aux centres de formation professionnelle agréés et aux associations d'amateurs agréées; ceux-ci sont responsables de leur répartition réglementaire entre les divers ayants droit et bénéficiaires.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Dans les trois mois qui suivent la fin de l'activité et au plus tard pour le 15 septembre, le centre de formation professionnelle agréé envoie à l'administration un état récapitulatif accompagné d'une déclaration de créance et des listes de présence.

Cet état mentionne :

1° le nom, l'adresse et le numéro d'agrément de chaque formateur, le nombre d'heures enseignées, les indemnités et subventions dues pour les périodes du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre et du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin de l'exercice;

2° les totaux généraux des heures de cours et des indemnités ventilés conformément au 1°.

§ 2. Le centre de formation professionnelle agréé établit en même temps que les autres documents de paiement, les documents qui sont nécessaires pour l'indemnisation des participants.

§ 3. En ce qui concerne les conférences, séances d'étude, visites guidées, journées de contact et de perfectionnement, le centre de formation professionnelle agréé envoie, chaque trimestre, une déclaration de créance accompagnée d'un relevé des groupes d'activités terminés qui contient les renseignements suivants :

1° date et numéro d'approbation;

2° montant par demande approuvée.

§ 4. Pour ce qui concerne les stages visés au chapitre III du présent arrêté, le centre de formation professionnelle agréé envoie, dans les trois mois qui suivent la fin du stage, un dossier comprenant :

1° le numéro d'agrément du maître de stage;

2° une déclaration de créance accompagnée d'une copie de la convention visée à l'article 9, 4°.

**Art. 27.** Le centre de formation professionnelle agréé transmet à l'administration, au plus tard le 31 décembre un rapport sur les programmes de formation dispensés pendant l'année scolaire écoulée, dont le modèle est déterminé par le Ministre

#### CHAPITRE VIII. — Contrôle et sanctions

**Art. 28.** L'agrément comme centre de formation professionnelle, comme association d'amateurs ou comme formateurs visés à l'article 5, § 2, 4°, du décret peut être suspendu ou retiré par le Ministre, sur avis préalable de la Commission, s'il n'est plus satisfait aux conditions prévues par le décret et le présent arrêté et conformément au chapitre III, section III des lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat.

Préalablement à l'avis de la Commission, l'Administration notifie, par lettre recommandée, au centre de formation professionnelle, à l'association d'amateur ou au formateur, les motifs de retrait ou de suspension d'agrément et les sanctions éventuellement encourues.

Le centre de formation professionnelle, l'association d'amateurs ou le formateur est entendu par la Commission afin de faire valoir, le cas échéant, leurs observations.

La décision du Ministre est notifiée par l'Administration.

Il est procédé au recouvrement des rémunérations, honoraires, subventions et indemnités indûment alloués conformément à l'article 57 des lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires et entrée en vigueur*

**Art. 29.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2002 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture est abrogé.

**Art. 30.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 31.** Le Ministre de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 18 septembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3910

[2008/203860]

**18 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering  
tot uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, inzonderheid op de artikelen 3, 5, 6 § 5, 7, §§ 2 en 3, en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2002 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op de adviezen van de Adviescommissie voor de beroepsopleiding in de landbouw, gegeven op 5 februari 2008 en 12 juni 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 april 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 mei 2008;

Gelet op het advies A.934 aangenomen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest) op 30 juni 2008;

Gelet op het advies 45.074/2/V van de Raad van State, gegeven op 8 september 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Het is van toepassing in het Franse taalgebied.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet", het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

2° "Minister", de Minister bevoegd voor de Beroepsopleiding;

3° "Bestuur", de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4° "ambtenaar van de bevoegde dienst", de attaché bij de buitendiensten van het Operationeel Directoraat-generaal "Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu" van de Waalse Overheidsdienst;

5° "Commissie", de Adviescommissie voor de beroepsopleiding in de landbouw;

6° "dagen", alle dagen met uitzondering van de zon- en feestdagen.

HOOFDSTUK II. — *Inhoud van de opleidingen*

**Art. 3.** § 1. De in artikel 3, § 1, van het decreet bedoelde opleiding omvat :

1° cursussen landbouwtechnieken van het type A, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet, van minstens drie uur per dag waarvan het programma minstens vijfenzeventig uur moet bedragen en met name op de volgende vakken betrekking moet hebben :

a) biologie;

b) chemie;

c) plantkunde;

d) natuurwetenschappen;

e) bemesting;

f) genetica;

g) economie;

h) teelt;

i) plantenteelt;

j) veehouderij;

k) landelijke genie;

l) de algemene vakken die nodig zijn voor de verwerking van de bovenvermelde vakken;

2° cursussen van het type B, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, van het decreet, van minstens drie uur per dag waarvan het programma minstens negentig uur moet bedragen over onderwerpen met betrekking tot elk van de volgende vier groepen onderwerpen :

- a) de economische, financiële, juridische, fiscale en sociale aspecten van de overname van een landbouwbedrijf;
- b) de kostenraming, de analyse en het beheer van minstens één type landbouwbedrijf;
- c) het gemeenschappelijk landbouwbeleid, het Investeringsfonds voor de landbouw en de milieuaspecten in de landbouw;
- d) de openbare diensten en de economische operatoren die zich met de landbouw bezighouden;

3° cursussen van het type C, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van het decreet, van minstens twee uur per dag, die complementair zijn aan de cursussen van het type A en van het type B en waarvan het programma minstens twintig uur bedraagt en betrekking heeft op :

- a) één of meer technische, economische of juridische problemen van het landbouwbedrijf in verband met het multifunctionele aspect van de landbouw;
  - b) de diversificatie van de economische landbouwbasis en de integratie van nieuwe technologieën;
  - c) het streven naar de beste kwaliteit in deze sector;
- 4° stages zoals bedoeld in hoofdstuk III.

De A-, B- en C-cursussen moeten minstens door zes deelnemers worden gevolgd.

Op voorstel van de Commissie kan de Minister de vakken van de in § 1, eerste lid, 1° tot 3° bedoelde A-, B- en C-cursussen wijzigen.

In de zin van artikel 3, § 1, 2°, van het decreet, wordt verstaan onder :

1° "landbouwgericht diploma van het hoger secundair onderwijs", een getuigschrift of een diploma van het secundair technisch of beroepsopleidings van de sector landbouwkunde (CQ6 of CQ7);

2° "nuttige ervaring" : een beroepservaring van minstens drie jaar voor het verwerven van de beroepsbekwaamheid die nodig is voor de overname en het beheer van een landbouwbedrijf in de zin van artikel 1, 10°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw.

§ 2. De in artikel 3, § 2, van het decreet bedoelde vaste opleiding omvat :

1° afstandscursussen zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van het decreet, waarvan het programma en de toelatingsregels gelijk zijn aan die voorzien voor de A- of C-cursussen naar gelang van het type cursussen en de volgende voorwaarden vervullen :

- a) een exemplaar van de cursussen wordt door de organisator aan het Bestuur en aan de bevoegde ambtenaar overgemaakt;
- b) de organisator verstrekt te allen tijde alle inlichtingen over de werking en het verloop van de cursussen en houdt een register van de taken van de deelnemers bij;
- c) de verbeterde antwoorden worden binnen vijftien dagen aan de deelnemers teruggestuurd;
- d) de bevoegde ambtenaar wordt uitgenodigd om het mondelinge examen bij te wonen;
- e) het mondelinge examen wordt voorafgegaan door minstens twee studiesessies zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet.

De afstandscursussen kunnen op elektronische wijze worden gegeven;

2° studiesessies, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet, die betrekking hebben op een sociaal, juridisch, technisch, economisch, ecologisch landbouwthema of gebonden zijn aan de integratie van nieuwe technologieën of het streven naar de beste kwaliteit onder de leiding van een opleider en die bestaan uit een uiteenzetting en een discussie met een gehele duur van minstens twee uur;

3° lezingen, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet, die bestaan uit vergaderingen van minstens één uur met een uiteenzetting en een discussie onder de leiding van een gekwalificeerde spreker;

4° rondleidingen, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet, van minstens één uur met een niet-commercieel en vormend karakter onder de leiding van een vormingswerker of van een gekwalificeerde spreker in een landbouwbedrijf, in een instelling voor onderzoek of om zich op de hoogte te stellen van de verwezenlijkingen in de landbouwsector aangevuld door een korte uiteenzetting en een discussie ter plaatse;

5° contactdagen, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet, die bestaan uit vergaderingen van minstens twee uur gegeven door afgevaardigden verantwoordelijk voor plaatselijke afdelingen die afhangen van een erkend beroepsopleidingscentrum met als doel de voorbereiding van de beroepsopleiding op plaatselijk niveau en de aanpassing van deze opleiding aan de werkelijke behoeften van de deelnemers;

6° stages zoals bedoeld in hoofdstuk III van dit besluit.

De in leden 1, 2° en 4°, bedoelde activiteiten kunnen beroepsopleidingsactiviteiten of een deel van het programma op zich uitmaken.

§ 3. De opleiding van de vormingswerkers bevat bijscholingsdagen die bestaan uit vergaderingen van minstens drie uur voorbehouden aan de vormingswerkers, sprekers en aan de personen van de erkende beroepsopleidingscentra waar onderwerpen en items betreffende de vorming worden behandeld.

Studiesessies, lezingen, rondleidingen, contact- of bijscholingsdagen moeten minstens zes deelnemers tellen.

§ 4. De inhoud van de opleidingsprogramma's bedoeld in de §§ 1, 2 en 3 moeten jaarlijks vóór 15 mei door de opleidingscentra aan het bestuur worden voorgesteld. Ze worden door de Minister goedgekeurd op gemotiveerd advies van het Bestuur.

**Art. 4.** Om de examens af te leggen, moet de deelnemer de cursussen tegen een ratio van minstens 80 % van de uren van de volledige cyclus gevolgd hebben. De Minister kan evenwel afwijken van deze regel voor de behoorlijk gerechtvaardigde individuele overmachtgevallen.

De deelnemer die voor het laatste examen van een A-, B-, of C-cursus geslaagd is, ontvangt een niet-gehomologeerd getuigschrift voor landbouwersberoepsopleiding waarvan het model door de Minister wordt bepaald, op advies van het Bestuur. Deze getuigschrift wordt door de Minister geïssueerd.

Voor elk examen worden de ambtenaar van de bevoegde dienst en een vertegenwoordiger van het Bestuur uitgenodigd.

**Art. 5.** De opleiding van de liefhebbers in de zin van artikel 2, eerste lid, 3°, van het decreet bevat lezingen met minstens tien deelnemers die bestaan uit vergaderingen van minstens één uur met een uiteenzetting en een discussie onder de leiding van een spreker.

### HOOFDSTUK III. — Stage

**Art. 6.** De in artikel 3, § 1, 4° en § 2, 3°, van het decreet bedoelde stage moet aan de volgende doelstellingen voldoen :

- 1° vergelijking met sociale en culturele context die verschillend is van de omgeving van de stagiair;



- 2° globale aanpak van een bedrijf;
- 3° ontwikkeling in de werkomgeving van de persoonlijke en relationele bekwaamheden gebonden aan de uitoefening van het beroep van verantwoordelijke van een landbouwbedrijf;
- 4° samenwerking aan de uitwerking van de beslissingen en aan de leiding van het landbouwbedrijf;
- 5° voorbereiding van een ontwerp van installatie en van de uitwerking van een ontwikkelingsplan overeenkomstig artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw;
- 6° professionalisering van de vakkennis van de stagiair.

**Art. 7.** De stage die minstens drie maanden duurt, kan in periodes van ten minste één maand worden gesplitst.

De stages die vroeger in één of meer landbouwbedrijven in het kader van een erkende schoolopleiding worden verricht, kunnen in aanmerking worden genomen voor maximaal één maand als de duur van de stage gelijk is aan of langer is dan twaalf dagen.

De hele stage of een gedeelte ervan kan in een onderneming of een instelling in contact met de landbouwsector worden verricht. De hele stage of een gedeelte ervan kan in het buitenland worden verricht.

De volgende personen worden tot de stage toegelaten :

- 1° de houder van een landbouwgericht getuigschrift van minstens het niveau van het hoger secundair onderwijs;
- 2° de houder van het getuigschrift afgegeven aan het einde van de B-cursussen bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 2°, of de houder die uiterlijk vóór het einde van de stage erover zal beschikken;
- 3° de persoon die beschikt over de nuttige ervaring bedoeld in artikel 3, § 1, vierde lid, of de persoon die uiterlijk vóór het einde van de stage erover zal beschikken.

De stages kunnen in aanmerking worden genomen om de nuttige ervaring te bewijzen.

De stage wordt afgesloten met de overlegging van een eindstageverslag van de stagiair en van een evaluatieverslag van de stagebegeleider, waarvan de modellen door de Minister worden bepaald.

De beroepsopleidingscentra zien toe op de naleving van de sociale wetgeving wat betreft de duur van de stage per kalenderjaar binnen een onderneming.

**Art. 8.** § 1. Wanneer de stage in een landbouwbedrijf plaatsvindt, moet de door de Minister erkende verantwoordelijke voor dit bedrijf, die de hoedanigheid van stagebegeleider heeft, de volgende voorwaarden naleven :

- 1° sinds meer dan vier jaar een bedrijf runnen als landbouwbedrijfshoofd in hoofdberoep zoals bedoeld in artikel 1, 6°, van het voornoemd besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007;
- 2° in een landbouwbedrijf werken, dat bevredigende onthaal-, werk-, hygiëne- en veiligheidsvoorwaarden biedt;
- 3° bekwaam zijn om de technieken van het beroep en de beginselen van het bedrijfsbeheer uit te leggen;
- 4° niet werken met verschillende stagiairs tegelijkertijd.

§ 2. Wanneer de stage in een onderneming of een instelling in contact met de landbouwsector plaatsvindt, moet de door de Minister erkende stagebegeleider de volgende voorwaarden naleven :

- 1° in de onderneming of in de instelling in contact met de landbouwsector functies bekleden waarmee hij kan voldoen aan de in artikel 6 bedoelde stagedoelstellingen;
- 2° in een onderneming werken, die bevredigende onthaal-, werk-, hygiëne- en veiligheidsvoorwaarden biedt;
- 3° bekwaam zijn om de technieken van het beroep uit te leggen;
- 4° niet werken met verschillende stagiairs tegelijkertijd, behoudens afwijking van de Minister op advies van de Commissie.

**Art. 9.** § 1. De stagebegeleider is erkend door de Minister volgens de hierna bepaalde modaliteiten.

De erkenningsaanvraag van een stagebegeleider wordt ingediend door een erkend beroepsopleidingscentrum, bij ter post aangetekend schrijven gericht aan het Bestuur of door neerlegging bij het Bestuur, tegen overhandiging van een ontvangstbewijs.

Het Bestuur onderzoekt de ontvankelijkheid van de aanvraag, en verzoekt de Commissie om advies binnen tien dagen na ontvangst van de aanvragen. Binnen dezelfde termijn geeft het Bestuur kennis aan het beroepsopleidingscentrum van de ontvankelijkheid van zijn aanvraag.

De Commissie geeft haar advies uit binnen tien dagen na het einde van het kwartaal van indiening de aanvraag. Zo niet wordt het advies geacht positief te zijn.

Op basis van het advies van de Commissie maakt het Bestuur een voorstel aan de Minister binnen tien dagen over.

De Minister spreekt zich uit over de aanvraag en deelt zijn beslissing mee binnen een termijn van dertig dagen overeenkomstig het door de Commissie uitgebracht advies.

Het Bestuur deelt die beslissing aan het beroepsopleidingscentrum mee binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister.

§ 2. De erkenning wordt verleend door de Minister voor een stilzwijgend hernieuwbare periode van drie jaar behoudens opzegging door de Minister of het Bestuur ten minste drie maanden vóór het einde van de termijn.

§ 3. Als één of meer van de in § 1 bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn, kan de Minister de erkenning intrekken op basis van een omstandig rapport van het Bestuur en op advies van de Commissie die de bij de procedure van intrekking van de erkenning betrokken stagebegeleider zal hebben gehoord.

Binnen tien dagen deelt hij zijn beslissing aan het Bestuur mee.

Het Bestuur maakt de beslissing van de Minister bekend aan het bij de procedure van intrekking van de erkenning betrokken beroepsopleidingscentrum binnen tien dagen na de mededeling van de beslissing van de Minister.

Het beroepsopleidingscentrum waarvan de erkenning van een stagebegeleider ingetrokken werd, kan geen nieuwe erkenningsaanvraag meer indienen voor de bij de straf betrokken stagebegeleider binnen drie jaar na de datum van bekendmaking van de intrekking van de erkenning.

**Art. 10.** Het beroepsopleidingscentrum vervult de volgende opdrachten :

- 1° het zoeken naar of de hulp voor het zoeken naar een stagebegeleider in een landbouwbedrijf, een onderneming of een instelling in contact met de landbouwsector verzekeren;
- 2° een voorlichtings- en adviesopdracht van de stagiairs verzekeren om doelstellingen vast te stellen die in de stageovereenkomst opgenomen zullen worden;
- 3° een overeenkomst sluiten tussen de stagiair, de stagebegeleider, de onderneming of de instelling in contact met de landbouwsector en het beroepsopleidingscentrum overeenkomstig het door de Minister bepaald model;

4° het bestaan van een verzekeringscontract nagaan tegen ongevallen die gedurende de stage en op de weg naar de stageplaats voorkomen, dat bij ongevallen dezelfde voordelen biedt als die bedoeld in de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen en, in voorkomend geval, toezien op het sluiten van een dergelijk contract te zijnen laste;

5° het bestaan van de aansluiting van de stagiair bij een interbedrijfsgeneeskundige dienst nagaan en, in voorkomend geval, de aansluiting te zijnen laste uitvoeren;

6° de individuele opvolging van de stagiair en de evaluatie van de stage verzekeren;

7° het Bestuur een jaarlijks verslag overmaken over het verloop van de stages volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten.

**Art. 11.** De Minister bepaalt het model van het attest voor de uitvoering van de stage alsook het model voor de evaluatie van de stages door het beroepsopleidingscentrum. Het attest voor de uitvoering van de stage alsook het evaluatieverslag worden afgeleverd door het beroepsopleidingscentrum. Twee originelen worden door het beroepsopleidingscentrum aan de stagiair overgemaakt en een afschrift ervan aan het Bestuur.

**Art. 12.** Als een erkende stagebegeleider een stagiair ontvangt, heeft hij recht op honoraria waarvan het bedrag in artikel 20 wordt bepaald.

*HOOFDSTUK IV. — Erkenning van de beroepsopleidingscentra,  
van de liefhebbersverenigingen, van de vormingswerkers, van de sprekers en van de onderwijsinstellingen*

**Art. 13.** De erkenning van de beroepsopleidingscentra, van de liefhebbersverenigingen, van de vormingswerkers, van de sprekers en van de onderwijsinstellingen wordt verleend door de Minister volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 14 tot 16.

**Art. 14.** De aanvraag om erkenning van een centrum of een liefhebbersvereniging gaat vergezeld van, met name, de volgende documenten en gegevens :

1° de benaming van het centrum of van de liefhebbersvereniging;

2° de rechtstoestand ervan en, in voorkomend geval, een afschrift van de statuten;

3° in voorkomend geval, een beschrijving van de ervaring van de aanvrager inzake begeleiding van de stages in een landbouwbedrijf of in een onderneming;

4° een beschrijving van de geplande beroepsopleidingsactiviteiten;

5° voor de centra van het type A, een lijst van het permanente personeel met voor ieder personeelslid de vermelding van de verwezenlijkte studies overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 1, 5°, van het decreet;

6° voor de centra van het type A, het attest betreffende de naleving van de verplichting bedoeld in artikel 6, § 1, 6°, van het decreet;

7° de aanwijzing van de gewestelijke of plaatselijke secties die lid zijn van de liefhebbersvereniging.

De aanvraag om erkenning wordt gestuurd aan het Bestuur zes maanden vóór de datum waarop het beroepsopleidingscentrum met zijn activiteiten wil beginnen.

Het Bestuur geeft een ontvangstbericht van de aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan af.

Het centrum of de liefhebbersvereniging delen op verzoek van het Bestuur elke bijkomende informatie betreffende de behandelde aanvraag mede.

Als het dossier volledig is, wordt het door het Bestuur aan de Minister overgemaakt die de erkenning binnen tien dagen verleent. Zo niet wordt de procedure opgeschort tot voorlegging van de ontbrekende documenten.

**Art. 15.** De erkenningsvoorwaarden van vormingswerker of spreker zijn de volgende :

1° een opleidings- of lezingenprogramma vaststellen;

2° voor de technische, juridische, economische en sociale onderwerpen :

a) ofwel minstens een diploma of een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van het hoger onderwijs in verband met de bovenvermelde onderwerpen hebben of een nuttige ervaring hebben in verband met de bovenvermelde onderwerpen;

b) en een ervaring inzake opleiding en communicatie op dit gebied kunnen vertonen;

3° voor de lessen praktijk :

a) ofwel houder zijn van minstens een kwalificatiegetuigschrift afgegeven aan het einde van het zesde of zevende jaar van het technisch of beroepsopleidings of een nuttige ervaring hebben in verband met de bovenvermelde onderwerpen;

b) en een ervaring inzake opleiding en communicatie op dit gebied kunnen vertonen;

4° op de hoogte zijn van de in 1° bedoelde onderwerpen of bijscholingsdagen volgen.

Bij gebrek aan kandidaturen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid kan de Minister, op behoorlijk met redenen omkleed verzoek van het beroepsopleidingscentrum, afwijken van de eisen inzake nuttige ervaring bedoeld in het eerste lid, 2°, b) en 3°, b).

**Art. 16.** Het erkende beroepsopleidingscentrum legt de lijst van de onderwijsinstellingen voor erkenning aan de Minister voor, namelijk de plaatsen waarin de in artikel 3, § 1, 1° tot 3° bedoelde activiteiten zullen plaatsvinden, met uitzondering van :

1° de onderwijsinstellingen waar het onderwijs erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap;

2° de Opleidingscentra van de Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling en het Waals Instituut voor alternerende vorming en voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen;

3° de Bevoegdheidscentra opgericht door de Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling en erkend door het Waalse Gewest.

De onderwijsinstellingen kunnen gelegen zijn in de infrastructuur van de opleidingscentra van het type A of B.

De eerste keer dat een onderwijsinstelling voor de beroepsopleiding inzake de landbouw wordt gebruikt, geeft het erkende scholingscentrum een duidelijke omschrijving van de lokalen en van de didactische uitrusting om te kunnen vaststellen of de installaties geschikt zijn voor de geplande beroepsopleidingsactiviteiten.

Die didactische uitrusting bevat al het materieel en meubilair dat noodzakelijk is voor de verstrekte opleiding.

Elke drager die het gebruik van de nieuwe informatietechnologieën alsook de toegang tot internet toelaat, wordt bevorderd.

Deze elementen worden gecontroleerd bij elke vernieuwing van erkenning.

In elke onderwijsinstelling moet een verantwoordelijke, die niet de vormingswerker, noch de spreker is, zijn gegevens vermelden om permanent bereikbaar te kunnen zijn.

#### HOOFDSTUK V. — Voorwaarden voor de toekenning van toelagen

**Art. 17.** Het erkende beroepsopleidingscentrum of elke erkende liefhebbersvereniging maakt uiterlijk vóór 15 mei een jaarlijks programma van de vooruitzichten van de gedurende het volgende vormingsjaar georganiseerde activiteiten aan het Bestuur over. Het opleidingsjaar begint op 1 september en eindigt op 31 augustus.

Uiterlijk tegen 15 juli vóór het begrotingsjaar moet het Bestuur dit programma onderwerpen aan de goedkeuring van de Minister met inachtneming van de in artikel 3 bedoelde regels en van de begrotingsmiddelen.

**Art. 18.** Om in aanmerking te komen voor een vergoeding of een toelage, dient het erkende beroepsopleidingscentrum bij elke activiteit een aanvraag om goedkeuring in aan de hand van het gepaste formulier. Deze aanvraag moet minstens dertig dagen vóór het begin van de activiteit aan het Bestuur worden gestuurd.

Het formulier moet door de verantwoordelijke van het beroepsopleidingscentrum ingevuld, gedateerd en ondertekend worden. Als laatstgenoemde niet aanwezig kan zijn, wordt de naam en het adres van de plaatselijke verantwoordelijke op het formulier vermeld.

Het Bestuur keurt de aanvraag goed of weigert dit te doen naargelang van de bepalingen van dit besluit binnen een termijn van twintig dagen na indiening van de aanvraag. Zoniet wordt de aanvraag geacht positief te zijn.

Geen enkele beroepsopleidingsactiviteit met publicitaire of commerciële doeleinden mag worden goedgekeurd.

#### HOOFDSTUK VI. — Bedrag van de toelagen

**Art. 19.** De bezoldigingen, honoraria en vergoedingen van een vormingswerker en spreker worden vastgesteld als volgt :

1° 43 euro per uur voor de cursussen, studiesessies, contactdagen;

2° voor de lezingen : het in 1° bedoeld tarief aangezien de toelage tot het tarief voor een lezing per organisator op dezelfde dag en gegeven door dezelfde spreker voor hetzelfde publiek wordt beperkt;

3° voor een rondleiding door de vormingswerker of door de spreker : het in 1° bedoeld tarief. De toelage wordt beperkt tot maximum vier uur per dag alsmede een vergoeding van 5 euro per uur voor de reiskosten;

4° voor de bijscholingsdagen :

a) forfaitair bedrag van 129 euro voor minimum drie uur;

b) vergoedingen voor de reiskosten : forfaitair bedrag van 24,40 euro.

**Art. 20.** Voor de overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III georganiseerde stages worden de honoraria van de stagebegeleider en de werkings- en organisatietoelagen per stagiair forfaitair vastgesteld als volgt :

1° 345,00 euro, als honoraria van de stagebegeleider;

2° 105 euro, als forfaitaire dekking van de werkingskosten van de stagebegeleider;

3° 800,00 euro, als forfaitaire dekking van alle werkingskosten van de beroepsopleidingscentra alsook de organisatiekosten voortvloeiend uit de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 10.

Als de stage in verschillende delen bij verschillende stagebegeleiders wordt gesplitst, worden de honoraria en de werkingstoelagen tussen de stagebegeleiders verdeeld naar verhouding tot de duur van de periode waarin de stagiair stage loopt.

**Art. 21.** De andere werkingstoelagen dan die bedoeld in de artikelen 19 en 22, met name de bezoldigingen, honoraria en vergoedingen van de vormingswerker, spreker en stagebegeleider alsmede de toelagen die aan de beroepsopleidingscentra worden toegekend om de kosten van de onderwijsinstellingen geheel of gedeeltelijk te dekken, worden vastgesteld als volgt :

1° voor de erkende onderwijsinstelling waar beroepsopleidingsactiviteiten van het type A, B, C plaatsvinden, worden ze vastgesteld door de Minister of de afgevaardigde-ambtenaar met een maximum van 40,66 euro per lesuur met inachtneming van de in artikel 19 bedoelde beperkingen;

2° voor het voor de afstandscursussen erkend beroepsopleidingscentrum : 2,50 euro per verbeterd en aan een leerling teruggezonden huiswerk;

3° voor de andere activiteiten : 12,21 euro voor een uur en 16,31 euro voor twee uur met inachtneming van de in artikel 19 bedoelde beperkingen.

**Art. 22.** De andere organisatietoelagen voor de opleidingsactiviteiten dan die bedoeld in artikel 19 met name de toelagen die aan het erkende beroepsopleidingscentrum worden toegekend om de kosten gebonden aan de organisatie van de cursussen geheel of gedeeltelijk te dekken, worden vastgesteld als volgt :

1° het centrum van het type A ontvangt 40,66 euro per uur voor de eerste 1 500 uur van zijn programma en 27,61 euro per uur vanaf het 1 501e uur.

Voor de mondelinge cursussen en de bijscholingsdagen wordt dit tarief volledig toegepast naargelang van de werkelijke duur van de activiteiten.

Een uur examen wordt gelijkgesteld met een lesuur met een maximum van vier uur per examendag.

Voor de afstandscursussen wordt de gelijkwaardigheid van de organisatietoelagen per cursus door de Minister vastgesteld.

Voor de andere activiteiten wordt rekening gehouden met een forfaitaire duur van twee uur voor de studiesessies en de contactdagen en met een uur voor de lezingen.

Als verschillende van deze activiteiten op dezelfde dag, in hetzelfde lokaal of voor hetzelfde publiek plaatsvinden, wordt de organisatietoelage berekend met een maximum van vier uur per dag.

Voor de rondleidingen wordt rekening gehouden met een maximum van vier uur per dag.

2° de centra van het type B ontvangen voor de A-, B- en C-cursussen en voor de bijscholingsdagen : 16,31 euro per uur.

Voor de afstandscursussen ontvangt hij het equivalent van de organisatietoelagen dat door de Minister per cursus wordt bepaald.

Voor de andere activiteiten dan de A-, B- en C-cursussen die hij overeenkomstig artikel 6, § 2, van het decreet kan organiseren, ontvangt hij 12,21 euro per uur met inachtneming van de in § 1 vermelde beperkingen;

3° de liefhebbersvereniging ontvangt 12,21 euro voor één of meer lezingen georganiseerd door dezelfde organisator en gegeven op dezelfde dag en in hetzelfde lokaal voor zover minstens 70 % van de deelnemers aan de definitie van liefhebbers zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 3°, van het decreet voldoen.

**Art. 23.** De vergoedingen voor de deelnemers aan de beroepsopleidingsactiviteiten worden vastgesteld als volgt :

1° voor de vormingswerkers die aan een bijscholingsdag deelnemen : 24,40 euro per dag en per persoon;

2° voor de deelnemers aan een contactdag bestemd voor de plaatselijke verantwoordelijken van de landbouwberoepsverenigingen en die niet door laatstgenoemde worden bezoldigd : 12,21 euro per dag en per deelnemer.

De leden van het permanente personeel van een erkend beroepsopleidingscentrum alsmede de personeelsleden van de openbare besturen mogen de bovenvermelde vergoedingen niet krijgen.

Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangt de stagiair een forfaitaire vergoeding van 150 euro per maand stage en dit alleen gedurende de eerste drie maanden. Deze vergoedingen worden gestort via de beroepsopleidingscentra.

Als het gaat om een stagiair bedoeld in artikel 2, eerste lid, 4°, van het decreet, geniet hij, wanneer hij cursussen bedoeld in artikel 3 volgt, de voordelen bepaald in de artikelen 2, 4 en 5 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen.

**Art. 24.** De in dit hoofdstuk bepaalde bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast.

Deze aanpassing gebeurt door een coëfficiënt die telkens door de Minister naar gelang van de begrotingsmiddelen wordt vastgesteld, toe te passen op de bedragen die van kracht zijn op 1 januari van het voorafgaande jaar.

#### HOOFDSTUK VII. — *Betaling van de toelagen*

**Art. 25.** De bezoldigingen, honoraria, toelagen en vergoedingen die overeenkomstig dit besluit worden toegekend, worden volledig gestort aan de erkende bijscholingscentra en aan de erkende liefhebbersorganisaties; deze zijn verantwoordelijk voor hun reglementaire verdeling tussen de verschillende rechthebbenden en begunstigden.

**Art. 26.** § 1. Binnen drie maanden na het einde van de activiteit en uiterlijk tegen 15 september stuurt het beroepsopleidingscentrum een samenvattend verslag met een aangifte van schuldvorderingen en presentielijsten aan het Bestuur.

Dit verslag vermeldt :

1° de naam, het adres en het erkenningsnummer van elke vormingswerker, het aantal gegeven uren, de vergoedingen en toelagen die verschuldigd zijn voor de periodes van 1 september tot 31 december en van 1 januari tot het einde van het vormingsjaar;

2° de algemene totalen van de lessen en van de vergoedingen die worden verdeeld overeenkomstig punt 1°.

§ 2. Het erkende beroepsopleidingscentrum maakt de documenten die nodig zijn voor de vergoeding van de deelnemers samen met de andere betalingsdocumenten op.

§ 3. Wat betreft de lezingen, studiesessies, rondleidingen, contact- en bijscholingsdagen stuurt het erkende beroepsopleidingscentrum elk kwartaal een aangifte van schuldvorderingen en een lijst van de beëindigde activiteitengroepen met de volgende gegevens :

1° datum en goedkeuringsnummer;

2° bedrag per goedgekeurde aanvraag.

§ 4. Wat betreft de in hoofdstuk III van dit besluit bedoelde stages, stuurt het erkende scholingscentrum binnen drie maanden na het einde van de stage een dossier met vermelding van :

1° het erkenningsnummer van de stagebegeleider;

2° een aangifte van schuldvorderingen samen met een afschrift van de in artikel 9, 4°, bedoelde overeenkomst.

**Art. 27.** Het erkende beroepsopleidingscentrum maakt uiterlijk op 31 december een verslag, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, over de vormingsprogramma's die gedurende het afgelopen schooljaar zijn gegeven, aan het bestuur over.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Controles en sancties*

**Art. 28.** De erkenning als beroepsopleidingscentrum, als liefhebbersvereniging of als vormingswerkers bedoeld in artikel 5, § 2, 4°, van het decreet kan op voorafgaand advies van de Commissie geschorst of ingetrokken worden door de Minister als de voorwaarden van het decreet en van dit besluit niet meer worden vervuld en overeenkomstig hoofdstuk III, afdeling III, van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit.

Vóór het advies van de Commissie deelt het Bestuur bij aangetekend schrijven de redenen van de intrekking of van de schorsing van de erkenning en de eventuele sancties aan het beroepsopleidingscentrum, aan de liefhebbersvereniging of aan de vormingswerker mede.

Het scholingscentrum, de liefhebbersvereniging of de vormingswerker worden gehoord door de Commissie om in voorkomend geval hun opmerkingen te gelde te maken.

De beslissing van de Minister wordt door het Bestuur bekendgemaakt.

Er wordt overgegaan tot de inning van de bezoldigingen, honoraria, toelagen en vergoedingen die ten onrechte zijn verleend, overeenkomstig artikel 57 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit.

#### HOOFDSTUK IX. — *Opheffingsbepalingen en inwerkingtreding*

**Art. 29.** Het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2002 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw wordt opgeheven.

**Art. 30.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 31.** De Minister van Beroepsopleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA